

Motion des personnels (40 personnes) présents vendredi 6 mars à l'AG du Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement

Nous, personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, sommes partie prenante dans le mouvement actuel de défense du service public d'enseignement supérieur et de recherche. Le gouvernement tente de donner des réponses très partielles à nos demandes. Nous ne nous contenterons pas de demi-mesures. Nous attendons de vraies décisions qui témoignent de façon incontestable de la prise en compte de nos demandes.

Nous demandons :

- L'annonce d'un plan pluriannuel pour l'emploi comportant dès 2009 le rétablissement de TOUS les postes supprimés dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, incluant les postes de personnels techniques et administratifs.
- Un CNRS intégralement rétabli dans son rôle d'opérateur de recherche et l'abandon de la transformation du CNRS en instituts devenant agences de moyens.
- Une révision profonde du mode de fonctionnement de l'ANR (réduction du poids des choix effectués par l'administration, augmentation relative de la part des appels non thématiques) et un rééquilibrage entre les budgets de l'ANR et ceux des organismes et des universités, pour la création de postes statutaires de toutes catégories, et l'augmentation des crédits de base.
- Un véritable soutien au travail de recherche des enseignants-chercheurs, impliquant une décharge d'enseignement pour TOUS les nouveaux recrutés, une augmentation du nombre de délégations et de détachements, et en aucun cas la mise en place des chaires mixtes universités/organismes (préalablement dites d'excellence), qui réduisent le nombre de postes dans les EPST et dont les mécanismes d'attribution apparaissent opaques et arbitraires.
- Un système d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche qui, comme le demandaient les Etats Généraux de 2004, permette une évaluation cohérente à la fois des laboratoires et des personnes, comme le font actuellement le CoNRS (Comité National de la Recherche Scientifique) et les commissions scientifiques de l'INSERM.
- Le maintien de l'outil privilégié de coopération fructueuse entre universités et organismes que sont les UMR.

Jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints, nous appelons :

- Au boycott de l'AERES, en refusant d'être expert pour l'AERES
- Au boycott de l'évaluation des projets ANR.
- A la grève des cours
- Au blocage des CA des EPST appelés à entériner les transformations en cours.

L'AG a élu quatre délégués qui représenteront notre laboratoire à la convention nationale du 12 mars 2009.